SOCIÉTÉ : ASSURANCE CHÔMAGE – LES SYNDICATS N'ONT PLUS ENVIE DE DESCENDRE DANS LA RUE



Le gouvernement vient, par l'intermédiaire du média «La Tribune», d'annoncer des mesures restrictives visant l'assurance chômage. L'information a été reprise le 26 mai par le journal de 20h de France 2 qui en a fait un titre.



Pour information, on estime que le chiffre des chômeurs en France se situe entre 6 et 7 millions. Ce chiffre reste approximatif car les critères d'évaluation des médias dépendent de l'approche considérée. Il en va de même pour le nombre de postes de travail à pourvoir «urgemment». Les médias s'accordent pour le situer aux environs de 650.000 quand la ministre du Travail de la Santé et des Solidarités, **Catherine Vautrin** (1), l'évalue aux alentours de 400.000.

Personne n'est dupe, le train de mesures annoncé ne vise qu'un seul but : réduire les dépenses du pays en détournant une partie non négligeable des cotisations de l'assurance chômage (versées par les employeurs et les travailleurs via la CSG – voir la vidéo ci-dessous) lesquelles devraient être affectées précisément aux chômeurs… qui vont devoir une nouvelle fois prendre n'importe quel boulot pour rester des citoyens normaux. Le gain annuel de l'opération se situerait aux environs de 3,6 milliards d'euros. Côté employeurs, silence radio, quand on sait que SANOFI – pour ne citer que cette société – licencie à tour de bras et

reçoit malgré tout des aides gouvernementales insolentes.

Pour celles et ceux peu au fait de l'assurance chômage, voici en 2 mn comment elle est financée :

Les nouvelles mesures qui entreront en vigueur par décret le 1er décembre 2024 n'ont pas manqué de «déchaîner» la fureur syndicale. Interrogé le dimanche matin 26 mai 2024 sur RMC, au cours de la Matinale WE, le représentant CFE/CGC (Encadrement) a brillamment décrit les contours négatifs de la nouvelle loi, mais s'est montré bien pessimiste quand il lui a été demandé si une action «façon retraite» pourrait être envisagée, voire, un front syndical uni créé pour s'opposer fermement aux mesures injustes envisagées.

Écoutez le «*représentant de la rationalité*» :

https://jean-de-pont-scorff.fr/wp-content/uploads/2024/05/CFE-CGC-Assurance-chomage-pas-de-descente-dans-la-rue-260524.mp3

A la même question sur l'opportunité d'envisager une grève, Mme **Marylise Léon** secrétaire de la CFDT interrogée ce 28 mai 2024 sur RMC disait : «… [la grève] *ce n'est pas l'alpha et l'oméga de l'action syndicale* ». Ecoutons-la :

https://jean-de-pont-scorff.fr/wp-content/uploads/2024/05/CFDT-Assurance-chomage-pas-de-descente-dans-la-rue-280524.mp3

Si les Français ont retenu l'échec de la mobilisation des Gilets jaunes, il apparait que les syndicats ont aussi reçu 5/5 le message du gouvernement à propos des manifestations contre le report de l'âge de départ à la retraite. Chat échaudé craint l'eau froide. Il va devenir de plus en plus difficile d'obtenir des résultats par la mutualisation des actions. En revanche, les manifestations catégorielles dites «à chantage» semblent avoir un avenir assuré et un réel impact sur les décideurs. J'ai nommé les contrôleurs SNCF, leurs homologues de l'aviation, les cheminots, les éboueurs de Paris et Marseille et

d’autres qui, à moindre frais (façon de parler), et en petit nombre, peuvent arriver à leurs fins. Quand en plus, une opportunité comme celle des J.O se présente, c’est le jackpot ! Mais les J.O c’est tous les 100 ans ! L’avenir syndical s’annonce compliqué.

(1) **Madame Vautrin a en charge : l’assurance chômage, l’emploi des séniors, l’apprentissage, la fin de vie, les hôpitaux, les médecins, les médicaments, la dépendance, les EPHAD, le handicap et la petite enfance.** Comment fait-elle pour mener à bien toutes ces charges ? A-t-elle suffisamment embauché ?

Sources : Photo : https://cgt-bfc.fr/index.php/2019/01/16/communique-commun-du-15-janvier-2019/ – https://batirmonavenir.com/france-travail-un-nouveau-visage-de-lemploi-et-des-defis-inedits-pour-les-beneficiaires-du-rsa/ – Unédic.